

isa

Informations Syndicales Antifascistes
N° 7 Février 1999 7 F

Syndicalistes à Vitrolles

La crise que traverse le FN ne peut nous faire oublier leur gestion quotidienne de quatre villes du sud-est. Nous donnons la parole dans ce numéro d'ISA à Catherine CAU, secrétaire générale de l'union locale (UL) CGT de Vitrolles que nous avons interviewé à l'Automne 98.

Quelles ont été les premières mesures prises par le FN à son arrivée à la mairie de Vitrolles?

La toute première mesure a été de licencier tous les personnels contractuels (31 personnes) qui occupaient tous des postes dans le secteur socioculturel ou dans le domaine de la prévention (ramassage scolaire, maisons de quartier, etc...). Les six directeurs des maisons de quartiers ont été dans le lot. Le premier prétexte avancé est économique; la deuxième raison invoquée est que l'éducation est à la charge des familles, la municipalité s'occupant, elle, de l'ordre et de la sécurité.

Quatre autres licenciements ont suivi, des licenciements racistes d'auxiliaires maghrébines:

- une auxiliaire de puériculture en poste depuis sept ans qui était en passe d'obtenir la nationalité française (qu'elle a obtenu au mois de juin suivant) et, dans la foulée, sa titularisation;

- une autre, française d'origine maghrébine en passe, elle aussi, d'être titularisée. Son licenciement lui a été signifié par lettre après un entretien avec Hubert Fayard, le premier adjoint. Au cours de cet entretien, celui-ci a découvert que la collègue était de nationalité française, et il lui a alors demandé si ses parents étaient harkis. Il est probable qu'elle n'aurait pas été licenciée si cela avait été le cas.

- les deux dernières occupaient un emploi saisonnier dans un centre de vacances. Elles ont voulu passer, comme cela se pratique fréquemment, du service restauration au service du ménage afin de ne pas avoir à servir l'équipe Mégret qui venait en séminaire. Un salarié bien intentionné ayant rapporté la chose, Fayard les a convoquées dans les douze heures suivantes « en vue d'un licenciement » pour « refus d'exécuter leur tâche de travail ». Il a également demandé au directeur du centre de faire un courrier les accusant d'avoir refusé de servir l'équipe municipale, mais a essuyé un refus. Ces deux auxiliaires ont obtenu des indemnités aux prud'hommes en septembre de la même année (1997).

Ensuite, ce sont les militants CGT qui ont été visés (le FN tentant, sans succès, d'amadouer les représentants de la CFDT, seul autre syndicat présent

à la mairie). Mise à la porte d'un logement de fonction occupé depuis 23 ans par une directrice de crèche devenue permanente syndicale (et accusée d'avoir saccagé son logement avant de partir...), suppression de régimes indemnitaires, dégradations de domiciles, de voitures...

En outre, tous les budgets ont été réduits de 50%, empêchant presque tous les services de fonctionner correctement. Bizarrement, ils ne se sont attaqués à la culture qu'à partir de cette période du vote du budget.

Depuis l'arrivée du FN à la mairie, les effectifs des employés municipaux sont passés de 1000 à 860 (octobre 1998).

Quelles ont été les conséquences du point de vue du travail syndical?

Depuis début 1998, nous réussissons à travailler en commun avec la CFDT.

Et puis, la mairie ayant décidé de privatiser le ramassage des ordures ménagères, nous avons tenu des AG communes du personnel, et depuis, le travail est vraiment unitaire. Pour briser cette unité, la mairie a tenté une « opération séduction », vite avortée, envers la CFDT.

Peux-tu nous en dire plus sur ce conflit?

Au mois de Mai 1998, la mairie a décidé de privatiser le service de ramassage des ordures ménagères et le service du nettoyage (53 personnes concernées). Après avoir fait procéder à un audit sur les coûts par le cabinet **ERGEL**, sans passer par le comité technique paritaire, dont la consultation est obligatoire. Les deux syndicats ont refusé de se prononcer sans connaître les tenants et les aboutissants de cet audit déjà en cours. Le vote d'une délégation de services publics pour, soi disant, diminuer les coûts et rendre un meilleur service, était à l'ordre du jour du conseil municipal suivant, fin mai. Nous avons donc réuni deux AG du personnel auxquelles ont participé un peu plus de 200 agents à chaque fois. Il a été décidé de sortir un tract en direction du personnel et un pour la population.

Sommaire

- P. 1 et 2 Le FN à Vitrolles
- P. 3 Le FN dans la CFTC
- P. 3 Le congrès de la CFDT: une résolution
- P. 4 revue de presses, abonnements, contact...

Dir. de publication: F. Pécoup

Rédaction : H. Alexandre (FGTE-CFDT), C. Aumeran (SNUJ), C. Birnbaum (SNESUP-FSU), J.L. Wichegrod, (CGT Finances).

(commission syndicale de Ras l'front)
F. Mahé, P. Moraud, I. Nicolas,
F. Pécoup, J.J. Petiteau

CCPA n° 0603 S 05157
Imprimé par nos soins

Les deux syndicats ont réuni également les salariés des services concernés qui ont décidé de se mettre en grève avec occupation du bâtiment afin d'éviter que les camions sortent, et les protéger. La grève a duré 9 jours (24h/24) avec tenue, sur le site, d'AG du personnel de tous les services de la Mairie, entre 13h30 et 14h30. Ces AG regroupaient environ une centaine de personnes, dont la majorité était en grève à cette occasion, un préavis de grève reconductible ayant été déposé. Il y avait une solidarité effective d'une bonne partie du personnel de la Mairie. De même, les représentants d'autres entreprises, d'associations et les élus ont apporté quotidiennement leur soutien. En dehors de la CGT et de la CFDT, les seuls autres représentants syndicaux à être venus sont ceux de la FSU.

Au bout du neuvième jour, nous avons été expulsés du bâtiment par une opération commando des flics municipaux, en tenue, accompagnés de gros bras venus d'on ne sait où. Mais nous avons réussi à empêcher la sortie des camions pendant encore deux jours.

Le douzième jour, le problème d'hygiène a amené les éboueurs à reprendre le travail (dans certains quartiers, les rats commençaient à proliférer). Nous avons également reçu l'assurance du préfet de regarder à deux fois la légalité: il a d'ailleurs annulé la délibération et saisi le tribunal administratif. A ce jour le ramassage est toujours municipal. A aucun moment nous n'avons perdu le soutien de la population.

La CGT travaille-t-elle avec d'autres associations de la ville contre le FN?

A l'arrivée du FN, la Ligue des Droits de l'Homme (LDH) s'est créée sur Vitrolles. D'autres associations sont devenues plus actives, et s'est créée, avec Ras L'Front, une coordination des associations, dont l'UL CGT a été partie prenante immédiatement et où se retrouvaient des associations qui n'avaient pas l'habitude de travailler ensemble. Cette coordination est un fort pôle de résistance, tenant tête de façon permanente à la mairie.

Puis, une partie de ces associations (dont la CGT, la CFDT et Ras L'Front) a initié, dans la foulée du travail en commun, un « espace citoyen » qui tient une assemblée par mois et est présent, en tant que tel, sur les marchés également une fois par mois.

Par ailleurs, l'UL CGT a accueilli « le Sous Marin » dans ses murs.

L'UL CGT a-t-elle des relations avec les UL des autres villes « occupées »?

Des contacts existent entre syndicats des agents territoriaux des quatre villes et entre les trois unions locales concernées, mais ils ne sont ni formalisés, ni fréquents. Nous avons tous, bien entendu, été parti prenante de la journée fédérale CGT lançant la campagne sur l'emploi public, le 9 avril dernier à Orange.

Et sur Marignane?

Nous n'avons, hélas, pas de forces organisées à la mairie. Ce que nous savons, c'est qu'au lendemain de l'élection de Simonpierre, 400 fonctionnaires municipaux ont pris leur carte au FN et qu'un syndicat CFTC s'est créé.

Le fait est, qu'il n'y a pas, dans cette ville, de pôle de résistance organisé hormis « Alarme Citoyens », qui grossit et travaille beaucoup avec Vitrolles.

Comment réagissent les syndicats CGT des entreprises privées?

Il s'avère qu'il est difficile, dans les syndicats de certaines grandes entreprises de Vitrolles et Marignane, d'aborder de face le problème du FN, et encore plus difficile d'avoir une expression vers l'ensemble des salariés de ces entreprises. En effet, il faut reconnaître que certains, dans nos propres rangs, sans être militants ou adhérents du FN, se révèlent particulièrement perméables à son idéologie de rejet de « l'autre ».

Le vote du budget du 11/04/97 vu par la CFDT Interco-13

...Ce fut, pour la mairie FN, l'occasion de sacrifier et de s'attaquer aux activités émancipatrices qui lui paraissent inutiles et surtout dangereuses pour l'édification de la société barbare qu'ils recherchent. Il faut ici parler de l'animation, de la culture, de la formation, de la prévention ainsi que de toutes les associations qui, par leurs objectifs, leurs actions ou leurs existences sont et se sont ouvertement déclarées hostiles au FN et à ses thèses.

Une réunion du Conseil Municipal a suffi pour voter un budget calamiteux qui pose les jalons d'une société encore plus dure, plus injuste pour les plus vulnérables en particulier. Un Service Public réduit à la portion congrue.

C'est pourquoi, dès le 11/04/97, 31 agents contractuels ont été licenciés, parmi eux 26 pour raison économique, 4 non renouvelés, et un pour raison disciplinaire. Il s'agit d'un agent de prévention agressé par des colleurs du FN au volant d'un 4x4, le jour de l'élection. Depuis, il était en accident du travail, mais licencié malgré tout, pour avoir parlé à un journaliste. Des vacataires et des auxiliaires en fin de contrat non renouvelés dans leurs fonctions, alors que certains avaient une ancienneté de plus de 7 ans à la mairie de Vitrolles.

La plupart de ces postes ont été transformés en emplois policiers municipaux. Mais comment croire que cette mesure, en l'absence d'une politique généreuse, ambitieuse, visant à la formation, à l'éducation, à l'apprentissage de la citoyenneté, à l'emploi, puisse améliorer quoi que ce soit? Au contraire, on le voit quotidiennement, cette option crée un climat de peur dans notre ville. La présence policière seule ne règle rien. Si ce n'était pas si dramatique, on pourrait dire que pour accentuer les problèmes de cohésion, de délinquance dans notre ville, on ne ferait pas mieux.

A ce jour, 260 personnes sont privées d'emplois par la mairie de Vitrolles. Educateurs de rue, agents de prévention, directeurs et animateurs de maisons de quartiers, agents de services, agents d'entretien, agents des crèches, cadres suspectés d'avoir participé de près ou de loin aux campagnes électorales d'ANGLADE. Voilà le vrai programme du FN, éliminer tous les postes qui, pour lui, n'étaient que des embauches politiques ou idéologiques.

Tract commun CGT-CFDT des fonctionnaires territoriaux de Vitrolles (décembre 97)

Les élus de la Mairie sont seuls responsables des problèmes que rencontrent les services municipaux:

1) parce qu'ils ont voté la baisse des budgets de fonctionnement en 97 et 98 de -40% et -50% pour certains services.

2) parce qu'ils n'ont pas remplacé les camions bennes à ordures.

3) parce qu'ils ont déqualifié régulièrement le personnel depuis 2 ans.

4) parce qu'ils n'ont pas su garder les cadres.

5) parce qu'ils ne comprennent pas que les services municipaux doivent être modernisés régulièrement.

6) parce qu'ils dilapident l'argent du contribuable dans des projets politiques inutiles: concert, communication propagandiste, audits, drapeaux, statues, stèles en tous genres, banquets...

7) parce qu'ils maintiennent les privilèges, pour les élus et certains cadres, par l'achat de véhicules tels que Laguna, Twingo, Clio, l'attribution de logements de fonction, de téléphones portables, de frais de représentation...

Les coucous du FN dans la CFTC

En 1997 et 1998, plusieurs articles de *National Hebdo* indiquaient tout « l'intérêt » que le FN manifestait pour se qui se passait dans cette centrale syndicale. Mais les travaux pratiques n'étaient pas loin...

18 juin 1997: Election à la commission de la carte des journalistes: Claire CHAZAL en charmante compagnie.

Le signal est donné par le *Canard enchaîné* du 11 mai: Sur la liste CFTC Journaliste emmenée par Patricia BOYER de LATOUR, Claire CHAZAL, Philippe ALEXANDRE et Florence KLEIN, on peut trouver Bernard VIVIER (8° titulaire), Bruno FANUCCHI (5° suppléant) et François FOUCART (6° suppléant). Qui sont donc ces braves journalistes?

Le premier a été candidat FN aux législatives de 1978. Il collabore à la *Revue universelle des faits et des idées* qui est un mensuel théorique de la restauration nationale, qui a succédé à *l'Action française*. Il est aussi membre du comité de rédaction de *l'Astrolabe* (revue proche des intégristes d'« Ictus » que nous retrouverons plus loin). Il écrit aussi dans *La France catholique* et à la *Lettre d'enseignement et liberté*, qui promeut l'enseignement catholique traditionaliste.

Il travaille actuellement à Etudes sociales et syndicales. C'est l'organe de l'Institut Supérieur du Travail, une des structures créées par Georges Albertini, ancien collaborateur. Joli palmarès!

Le deuxième a été membre du comité central du FN de 1975 à 1990. Il est membre de la chorale Montjoie-St-Denis. Cet ensemble affectionne les chants guerriers. Il est dirigé par Jacques ARNOULD, responsable des comités Chrétienté Solidarité. Ils ont animés la soirée des 25 ans des nazillons du GUD à la Mutualité le 3 Mai 1993.

Enfin, le troisième est chroniqueur religieux et judiciaire à France Inter. Son suivi du procès Touvier avait laissé perplexe. *Télérama* lui avait consacré un papier le 13 avril 1994. F. Foucart avait obtenu un droit de réponse dans le n° du 4 mai 1994 accusant l'article d'être gravement diffamatoire. M. Foucart revendique le fait de

citer Présent dans les revues de presse, au même titre que *l'Humanité*, « au nom du pluralisme ». On connaît d'autre part les affinités de F. Foucart avec l'avocat de Touvier: tous les deux font partie d'« Ictus ». Il intervient aussi aux conférences de Chrétienté-Solidarité...Le monde est petit.

Décembre 1998: CFTC/Transports en Communs Lyonnais: confirmations

Après l'article d'ISA n°6 (Décembre 98) annonçant la création de la CFTC/TCL par des ex de FN/TCL, deux articles dans la presse nationale sont revenus sur cette affaire.

≡ Sous le titre « recyclage d'anciens syndicalistes FN à la CFTC », *L'HUMANITE* du 06/01/99 dénonce ce tour de passe-passe et relate que « à l'union départementale CFTC, on se défend de faire entrer le loup dans la bergerie ». Le responsable régional, Henri COUPET, assurant avoir « le double de leurs lettres de démission de leurs responsabilités politiques ». L'article pointe aussi « l'aubaine » que représente pour la CFTC une section syndicale clefs-en-mains à quelques semaines des élections internes au TCL. Malgré la protestation de la CGT et de la CFDT, les responsables venus du FN ont été confirmés par la CFTC.

≡ *LE MONDE* du 08/01/99 revient sur l'article de *L'HUMANITE* et confirme aussi nos informations. Michel PICARD, le secrétaire général adjoint de la confédération CFTC ayant par ailleurs reconnu la création de cette nouvelle section.

Que les militants syndicaux, de la CFTC ou d'ailleurs, restent vigilants: les « syndicalistes » du FN, même recyclés, sont comme le papier du même nom, de teinte légèrement différente mais leurs propriétés ne changent pas. Ils restent fascistes et n'ont donc pas leur place dans le mouvement syndical!

N'HESITEZ PAS A NOUS ADRESSER DOCUMENTS, TRACTS, MOTIONS...ET/OU ARTICLES POUR ENRICHIR LES PROCHAINS NUMEROS D'ISA

CFDT: Le congrès

Réunie en Congrès confédéral à Lille début décembre 1998, la CFDT, dans une résolution intitulée « l'enjeu de la démocratie » votée à une large majorité, a adopté la position suivante:

« Combattre les dérives populistes qui menacent la démocratie »

La montée régulière du vote protestataire et de l'abstention dans les élections politiques caractérise la démocratie de sanction. Elle traduit méfiance et défiance accrues du citoyen à l'égard de l'action et des responsables politiques.

En désignant tous « les autres »-l'Europe, l'étranger, la mondialisation, les élites, l'immigré ou l'Etat- comme responsables de tous les maux actuels et à venir, réels ou supposés, de la société française, en renforçant les peurs, les inquiétudes, et en exploitant les révoltes légitimes, les discours populistes menacent la démocratie.

L'exclusion, le sentiment d'abandon social, l'insécurité fragilisent la démocratie et constituent un terrain favorable aux idées populistes.

Fidèle à sa culture démocratique et aux valeurs qui la nourrissent, prenant appui sur son syndicalisme de transformation sociale, la CFDT combat ces discours avec fermeté. Elle rejette l'opposition simpliste sur laquelle ils prennent racine: d'un côté le peuple uni, de l'autre ses ennemis. Elle dénonce le manichéisme qui alimente les comportements d'intolérance, de rejet, d'exclusion et de violence.

La séduction du populisme se traduit principalement par l'ancrage des idées du FN dans la société. Cette réalité favorise l'émergence et le renforcement d'idées et de structures culturelles et sociales qui se réclament des mêmes idéaux. Le FN est un parti antidémocratique et liberticide, raciste et xénophobe. Le recul de son influence est une urgente nécessité pour tous les démocrates.

La CFDT a fait le choix de combattre l'extrémisme et les thèses du FN, en priorité sur le terrain syndical, en recherchant sur cette base une unité d'action plus large, chaque fois que possible. Elle informera, formera et mobilisera ses militants et ses adhérents pour que les salariés perçoivent la nocivité de son idéologie et de son programme, notamment en matière de garanties collectives et de droits du travail et prennent des moyens de s'en prémunir.

Elle réaffirme l'incompatibilité absolue qui existe entre l'exercice de responsabilités syndicales et l'appartenance au FN. L'adhésion au FN et à ses idées, en même temps qu'à la CFDT et à ses valeurs, est incompatible de fait. La CFDT parie sur la qualité de son débat collectif et sur ses pratiques sociales pour faire évoluer les consciences et constituer le meilleur antidote aux idées et comportements sectaires, racistes, populistes et totalitaires qui pourraient séduire des salariés ou des adhérents »

Dans la presse fasciste

Les fascistes font mauvaise mine

Sous le titre racoleur « incohérence cégétiste », un petit article de National Hebdo N°745 du 29/10/98 fait mine d'approuver la demande de la CGT de remise en exploitation des centrales à charbon pour palier à l'arrêt planifié de cinq réacteurs nucléaires pendant plusieurs mois. Mais c'est pour mieux lui reprocher ensuite son exigence d'une réduction importante du temps de travail pour les mineurs.

Car, bien sûr, selon le journal frontiste, c'est « ce qui fait grimper les frais d'extraction du charbon français » « argument sur lequel Charbonnages de France s'appuie pour continuer à importer du charbon sud africain »

Ainsi, pour le FN, la préférence nationale pour le charbon français doit se faire sur le dos des conditions de travail des mineurs qui apprécieront certainement cette position du soit disant premier parti des travailleurs de France...

Pour nous contacter

ISA BP 241-16 75765 Paris cedex 16

Revue de presse

Lycées du 71: Pas de fascistes dans les C.A. !

Lu dans *Chorus 71* - journal de la FSU de Saône et Loire : Le Conseil Départemental de la FSU 71 du 19/11/98 a

envoyé au Rectorat et au Président du Conseil Régional la prise de position suivante :

« La FSU 71 dénonce à nouveau la présence d'élus du Front National dans les conseils d'administration des lycées de Saône et Loire ...[elle] ne peut accepter que la région (...) soit représentée par des personnes qui se sont mises en marge de la République (...) [elle] demande au Préfet de Région d'invalider leur désignation et demande à la Région de désigner des représentants respectueux des valeurs républicaines »

Le communiqué de presse se termine par un appel au personnel, aux parents et aux élèves « de ne pas siéger en présence d'un membre du Front National » ; la FSU 71 « demande aux établissements de renforcer leur mobilisation sur cette question et de dénoncer les prises de position du FN en matière d'éducation, de recherche, de culture et de justice . »

« Les positions du FN en la matière ne sont ni acceptables ni négociables » conclut très justement le communiqué .

Noir corbeau

Le Monde du 11 Décembre 1998 annonce la mise en examen d'un « corbeau » à FR3 Nantes. Un journaliste, Joël Bonnemaïson, dépendant du Centre d'actualités télévisées de France 3 Nantes a été mis en examen pour diffamation et insultes publiques.

Selon le quotidien du soir, il a avoué être l'auteur d'une lettre anonyme au Rédacteur en Chef de la station, l'accusant, entre autres, d'être un « dévoyé » et un « bouffon vénal ».

La Direction de FR3 Ouest l'a mis en congé pour deux mois à titre conservatoire.

Le Monde précise que ce journaliste était « ancien adhérent de Force Ouvrière, militant dans la frange trotskiste Lambertiste » et qu'il a « rallié le Front National dont il fut élu local dans les années 80 » .

Abonnement à ISA

Nom, Prénom (ou Syndicat) :

Adresse :

Code Postal : Ville :

- 10 numéros (1 an) : 50 frs
 Abonnement de soutien : 100 frs ou plus
Chèques à l'ordre d'ISA

3 BROCHURES TOUJOURS DISPONIBLES !

**Les rencontres syndicales antifascistes,
Paris 1^{er} mars 1997**
(30 F + 10F de port)

2 ans d'information syndicale antifasciste
(20 F + 10 F de port)

**Agir contre le Front national
et son programme pseudo social**
(60 F + 16 F de port)

Les 3 brochures : 100 F + 25 F de port